

Le budget—M. Blenkarn

qu'il aura plus d'argent qu'il n'en aura besoin pour le combler, car il s'imagine que les transferts aux provinces seront moins élevés que d'ordinaire et que ses revenus seront par contre infiniment plus élevés que personne ne l'a prévu. Cette vision optimiste, de l'avenir n'est pas réaliste et nous courons au désastre si le gouvernement poursuit dans cette veine.

On a beaucoup parlé des déficits cycliques et structurels. Le problème ici est vraiment structurel. Même si nous étions en période de vaches grasses, les recettes du gouvernement ne suffiraient toujours pas à ses dépenses. En fait, même si tous les Canadiens travaillaient et toutes les usines tournaient à pleine capacité, le gouvernement accumulerait quand même un déficit d'au moins 18 milliards de dollars au rythme actuel de ses dépenses.

• (1200)

Ce budget est inacceptable, car le pays ne peut s'en accommoder. Jusqu'en novembre, nous serons peut-être capables d'emprunter les fonds nécessaires au financement du déficit. Quand la source sera-t-elle tarie? Déjà les maisons de courtage disent craindre ne pas être en mesure de financer la dette du gouvernement. A 14 heures aujourd'hui, les bons du Trésor seront mis en vente. Le gouvernement intervient déjà, semble-t-il, sur le marché afin d'empêcher la montée des taux d'intérêt dans le cas des bons du Trésor venant à échéance dans 90 jours. La semaine dernière, le taux était de 10.1 p. 100 pour les bons venant à échéance dans 180 jours. Si l'on compare avec les taux dans le cas du dollar américain et de l'eurodollar en vigueur aujourd'hui, je suppose que le gouvernement devra payer en moyenne un taux supérieur à 10.25 p. 100 dans le cas des bons venant à échéance avant 180 jours ou 365 jours. Ce n'est que le début.

Je voudrais vous signaler certaines des mesures qu'il faudrait prendre, selon moi. Je voudrais faire part à la Chambre d'un article de Jeffrey Simpson paru dans le numéro de ce matin du *Globe and Mail*. Jeffrey Simpson enjoint les partis à la Chambre de cesser de parler constamment des faveurs que distribue le gouvernement pour se pencher sur les véritables questions. Je suppose que 300 millions de dollars pour un journaliste du *Globe and Mail*, c'est une somme dérisoire. J'ignorais que ce journal payait ses journalistes aussi grassement. C'est le genre de gaspillage que nous devons signaler. Le gouvernement utilise les deniers publics pour se faire réélire au lieu de créer des emplois pour les Canadiens pour que notre pays progresse. On a parlé de programmes de promotion sociale. Il s'agit là d'un programme de promotion sociale de 300 millions de dollars qui n'a pour but que la réélection du gouvernement libéral, un point c'est tout.

Mme Mitchell: C'est juste. Pour une fois, un conservateur qui dit des choses sensées.

M. Blenkarn: Je voudrais maintenant examiner la voie dans laquelle nous nous engageons et certains des problèmes qu'il faut étudier sérieusement. Auparavant, cependant, je voudrais rappeler à la Chambre certaines des recommandations que nous avons faites dans le passé. En fait le vérificateur général et le contrôleur général ont fait les mêmes. En tant que pays, nous devons établir nos priorités en matière de dépenses et décider celles qui sont essentielles et celles qui sont seulement souhaitables afin de déterminer lesquelles pourraient être éliminées ou réduites énormément.

C'est un peu ce qu'a dit M. Rowland Frazee, lors de l'assemblée annuelle de la Banque Royale, lorsqu'il a déclaré:

Enfin, nous savons qu'à l'heure actuelle, le déficit du Canada est supérieur à celui des États-Unis, toutes proportions gardées. Je le répète, les gouvernements des deux pays devraient prendre de nouvelles mesures, afin de réduire leurs déficits structurels.

Comment? Eh bien, aux États-Unis, un groupe de travail nommé par le Président a passé les trois dernières années à trouver des domaines et des programmes où des améliorations sont possibles. Certaines de ces améliorations sont controversées sur le plan politique—mais elles permettent d'économiser quelque 60 milliards de dollars par année. Le groupe de travail était composé et dirigé par des chefs d'entreprises travaillant bénévolement.

Il enjoint les partis politiques du Canada de faire de même. C'est le genre de mesure qu'un nouveau gouvernement conservateur prendrait. Nous demanderions aux représentants du secteur privé de nous dire dans quels programmes et services nous devons comprimer les dépenses pour mettre un terme à la gabegie gouvernementale. Ils n'ont pas été avarés de recommandations jusqu'à maintenant.

On constate que l'enveloppe budgétaire qui est consacrée au développement économique comporte un certain nombre de programmes. Mais on n'a jamais cherché à savoir si ces programmes seront vraiment efficaces, s'ils créeront de véritables emplois qui assureront la relance industrielle que nous attendons tous. Or, certains devraient être supprimés ou élagués, remaniés et dans certains cas, carrément abandonnés. Rien ne prouve que ces programmes qui avaient pour but d'atténuer les écarts économiques entre les régions à coup de subventions accordées à certaines compagnies dans les endroits économiques défavorisés aient atteint le but pour lequel ils avaient été institués et rien ne prouve non plus qu'ils aient fini par créer des emplois durables et rendu ces compagnies plus productives.

Nous en avons la preuve tous les jours dans le domaine des transports. Je ne voulais pas parler tout de suite de VIA Rail, mais cette société démontre que nous devrions faire un sérieux examen de conscience dans ce domaine. Avons-nous les moyens de nous offrir autant? Avons-nous vraiment les moyens d'entretenir l'aéroport Mirabel? M. Simpson considère peut-être qu'il coûte des broutilles, mais il n'en reste pas moins que cet aéroport engouffre 50 millions de dollars par année, soit près de 1 million par semaine.

Voyons maintenant ce qu'il en est de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'énergie. Nos collègues néo-démocrates ont pris à partie les subventions d'encouragement au secteur pétrolier. Sous bien des rapports, on pourrait dire de ce système, qui consiste à procéder à des forages sur commande, que c'est un entonnoir à subventions. Nous dépensons 1.6 milliard de dollars pour faire faire ce genre de prospection. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) pourrait-il nous expliquer pourquoi nous gaspillons inutilement notre argent pour effectuer des forages en pure perte dans les régions éloignées au lieu de nous en servir pour trouver des gisements plus près.

Passons maintenant à d'autres programmes qui relèvent de ce ministère. Voici le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui arrive; peut-être qu'il prendra la parole pour nous exposer la situation. Peut-être pourrait-il nous dire pourquoi le gouvernement du Canada devrait acheter des matériaux isolants et des chaudières pour les gens qui possèdent une maison. Vaut-il la peine que nous nous endettions pour faire